



Niger

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 1 267 000



9 102 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
€ 158 (1996)

Importations européennes
en provenance de...
€ 37 504 730 (1997)

Éléments radioactifs
44%

Exportations européennes
vers...
€ 148 376 810 (1997)

Service de la dette /
exportations
19,8% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
3,3% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
28,8% (1996)

secondaire
7,8% (1996)

Taux d'urbanisation
19% (1996)

Vaste pays sahélien enclavé, le Niger est relativement peu urbanisé et son économie dépend du secteur rural qui emploie 80% de la population active. Le Niger figure parmi les pays les plus pauvres du monde. Après la croissance économique enregistrée de 1976 à 1981 grâce au secteur de l'uranium, le Niger a connu depuis les années 1980 de sérieux déséquilibres des finances publiques et de la balance des paiements.

Indépendant depuis 1960, le Niger s'était engagé, depuis les élections de 1993, sur la voie de la démocratie pluraliste. La cohabitation conflictuelle que celle-ci avait entraînée entre le Président de la République et le Premier Ministre, a conduit fin janvier 1996 à un coup d'état militaire. L'Union Européenne a suspendu pour six mois sa coopération avec ce pays, à l'exception de l'aide humanitaire.

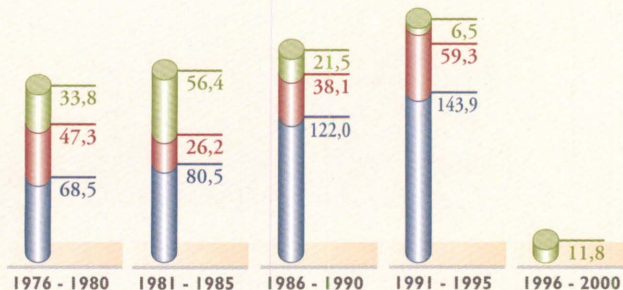
Le retour progressif à la vie constitutionnelle normale a amené l'Union Européenne à reprendre sa coopération, tout en restant attentive au respect des libertés fondamentales des citoyens dans ce pays. Fin 1997, une stratégie de coopération au développement a été approuvée pour la mise en œuvre du 8ème FED qui met l'accent sur la sécurité alimentaire et la valorisation des ressources humaines, en particulier dans les secteurs de la santé publique et de l'éducation de base. Cette stratégie a été traduite dans un Programme Indicatif National signé le 17 juillet 1998, dont l'enveloppe financière s'élève à € 160 millions. A ces fonds, s'ajoutent des ressources complémentaires importantes pour soutenir le développement minier, le programme économique et financier d'ajustement structurel depuis 1996 ainsi que les efforts d'intégration économique dans l'UEMOA (€ 15,8 millions en 1998). Des ressources supplémentaires provenant du budget communautaire soutiennent la mise en place d'une politique de sécurité alimentaire.

L'Union Européenne a participé activement aux efforts de développement du Niger depuis le premier Fonds Européen de Développement. Le Programme indicatif du 7ème FED (€ 143,9 millions), a mis l'accent surtout sur le développement du secteur rural et du secteur privé. Les ressources au titre de l'appui à l'ajustement structurel (€ 22,4 millions) ont été majoritairement consacrées au renforcement de la santé et de l'éducation. Les fonds de la facilité «SYSMIN» ont permis le développement des infrastructures routières. Des fonds en provenance du budget de la Communauté Européenne ont renforcé la sécurité alimentaire.

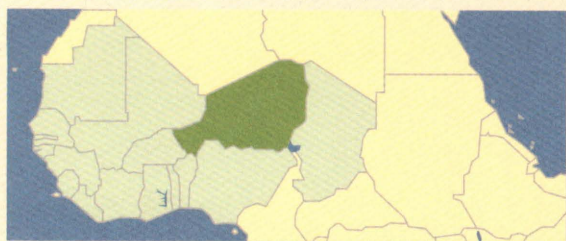
FED + budget

dotations en millions €
allocations in € million

- budget
- autres fed + bei
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- environnement
environment
- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
- secteurs sociaux
social sectors
- ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
- autres
others



Niger

N

Economic indicators

GNP per capita
€ 158 (1996)

European imports from...
€ 37 504 730 (1997)

Radioactive elements
44%

European Exports to...
€ 148 376 810
(1997)

Debt service / exports
19.8% (1995)

Social indicators

Population growth rate
3.28% (1995-96)

Primary schooling rate
28.8% (1996)

Secondary schooling rate
7.8% (1996)

Urbanisation rate
19% (1996)

A vast landlocked Sahelian country, Niger has little urbanisation and its economy depends on the rural sector, which employs 80% of the working population. Niger appears among the poorest countries of the world. After the economic growth recorded from 1976 to 1981 due to the uranium sector, Niger has experienced serious imbalances of public finance and balance of payments since the 1980s.

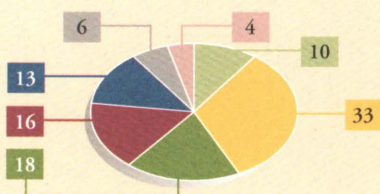
Independent since 1960, Niger had leant in the direction of a pluralist democracy after the 1993 elections. The conflicting cohabitation that the latter had involved between the President of the Republic and the Prime Minister led to a military coup at the end of January 1996. The European Union suspended its co-operation with this country with the exception of the humanitarian aid for six months.

The progressive return to normal constitutional life led the European Union to re-establish its co-operation, while remaining attentive to the respect of citizens' fundamental freedoms in this country. At the end of 1997, a co-operation development strategy was approved for the implementation of the 8th EDF which stresses food security and human resources development, in particular in public health and basic education sectors. This strategy was conveyed into a National Indicative Programme signed on 17 July 1998, the total appropriation of which amounts to € 160 million. Significant supplementary resources have been added to these funds in order to support mining development, the economic and financial programme of structural adjustment since 1996, as well as the economic integration efforts in the UEMOA (€ 15.8 million in 1998). Additional resources originating from the Community budget support the adoption of a food safety policy.

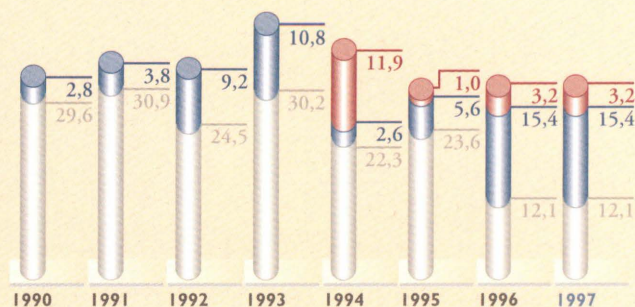
The European Union has taken an active part in the development efforts of Niger since the first European Development Fund. The Indicative Programme of the 7th EDF (€ 143.9 million), stressed in particular the development of the rural sector and private sector. The resources under support for structural adjustment (€ 22.4 million) were predominantly devoted to the strengthening of health and education. The funds of the 'Sysmin' facility allowed the development of road transport infrastructures. Funds from the European Community budget strengthened food security.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Nigeria

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 923 770

126 929 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
€ 189 (1996)

Importations européennes
en provenance de...

€ 4 321 628 190 (1997)

Pétrole brut 83%

Exportations européennes
vers...

€ 2 708 360 640 (1997)

Service de la dette /
exportations

12,3% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

2,8% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire

70,6% (1996)

secondaire

17,7% (1996)

Taux d'urbanisation

40% (1996)

L'Union Européenne a traditionnellement été le plus grand importateur de produits nigériens. En termes de coopération au développement, dans le cadre des quatre Conventions de Lomé successives depuis 1975, le Nigeria s'est vu attribué un total de plus de € 1 milliard: environ € 650 millions sont sous forme de dons, et plus de € 370 millions sous forme de prêts gérés par la Banque Européenne d'Investissement. Son Programme Indicatif National dans le cadre de Lomé IV, de € 365 millions, est le plus important de tous les pays ACP. Ces ressources sont centrées sur le développement des ressources humaines, la protection et la conservation de l'environnement en liaison avec le développement agricole, la fourniture d'eau potable, la formation et l'aide institutionnelle. Le programme de coopération institutionnelle est le plus grand de tous les pays ACP.

Au niveau régional, le Nigeria a bénéficié des fonds régionaux du FED attribués au programme panafricain de peste bovine, à un programme satellite aéronautique de télécommunications, à la recherche agronomique et à la lutte contre l'érosion côtière.

L'exécution de 9 chefs Ogoni en novembre 1995 a conduit à l'UE à prendre des sanctions notamment contre les ventes d'armes ou en suspendant la coopération au développement, en imposant des restrictions de visa pour les visites de haut niveau, et en boycottant les sports. Ces mesures ont été étendues à plusieurs reprises jusqu'en 1998. Théoriquement, tous les programmes de Lomé IV ont été arrêtés. Toutefois, l'aide d'urgence et l'aide humanitaire ont continué, de même que l'aide fournie par les ONG. Les sanctions prévoient l'aide en faveur des droits de l'homme et de la démocratie ainsi que de la lutte contre la pauvreté. Toute autre forme de coopération a été bloquée.

En juin 1998, le Général Abubakar a succédé au Général Abacha comme chef d'Etat. Il a rapidement libéré les prisonniers politiques, a abrogé certains décrets répressifs et a annoncé un calendrier pour les élections démocratiques. Le 28 octobre, l'UE a répondu par une nouvelle position commune en relâchant les sanctions à l'exception de celles sur les ventes d'armes. Un dialogue sur la coopération au développement doit être amorcé, en vue d'un réengagement après la mise en place d'un gouvernement démocratique.

En raison des sanctions, la mise en œuvre des projets en 1998 a été principalement limitée à l'appui en faveur des droits de l'homme (ligne budgétaire de € 3 millions) et des élections (programme de 3,5 millions d'écus, y compris l'envoi de 100 observateurs de l'UE, le financement de 10.000 observateurs nigériens, et le soutien de l'opération des NU).

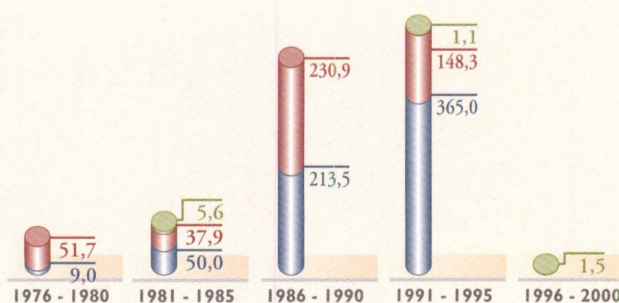
Dans le cadre de la ligne budgétaire des «droits de l'homme et démocratie» pour le Nigeria, 9 projets représentant € 3 millions ont été adoptés, dans des domaines tels que les médias indépendants, l'aide juridique, les droits des femmes et des droits des minorités.

Les ressources de la BEI ont été centrées sur le secteur de l'énergie, les PME, les industries agro-alimentaires et d'autres secteurs productifs. De façon regrettable, en raison du non-paiement des arriérés, tous les programmes de la BEI au Nigeria sont au point mort depuis 1994.

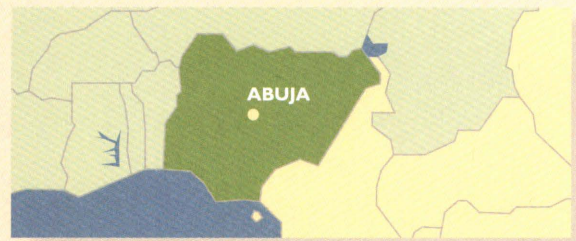
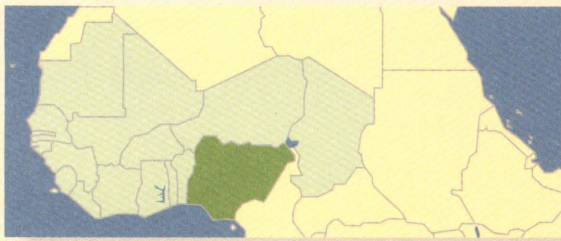
FED + budget

dotations en millions €
allocations in € million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



environnement
environment
développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SMEs
secteurs sociaux
social sectors
autres
others



Nigeria

N

Economic indicators

GNP per capita	€ 189 (1996)
European imports from...	€ 4 321 628 190 (1997)
Crude oil	83%
European Exports to...	€ 2 708 360 640 (1997)
Debt service / exports	12.3% (1995)

Social indicators

Population growth rate	2.8% (1995-96)
Primary schooling rate	70.6% (1996)
Secondary schooling rate	17.7% (1996)
Urbanisation rate	40% (1996)

The European Union has traditionally been the largest importer of Nigerian goods. In terms of development co-operation, under the four successive Lomé Conventions since 1975, Nigeria has been allocated a total of over € 1 billion: approximately € 650 million is in the form of grants, and over € 370 million in the form of loans managed by the European Investment Bank. Its Lomé IV National Indicative Programme, € 365 million, is the largest of any ACP country. These resources are focused on human resources development, conservation and protection of environment in connection with agricultural development, provision of drinking water, training and institutional support. The institutional co-operation programme is the largest of any ACP country.

At a regional level, Nigeria has benefited from regional EDF funds allocated to the Pan-African Rinderpest programme, an Aeronautical Satellite Telecommunications programme, agricultural research and the fight against coastal erosion.

The execution of 9 Ogoni leaders in November 1995 led to the EU introducing sanctions covering, inter alia, arms sales, the suspension of development co-operation, visa restrictions for high level visits, and a sports boycott. These have been repeatedly extended until 1998. Virtually all Lomé IV programmes have been brought to an end. Some emergency aid and humanitarian aid has however been continued, as has aid provided by NGOs. The sanctions allow for assistance in support of human rights and democracy as well as poverty alleviation. All other co-operation was blocked.

In June 1998 General Abubakar succeeded General Abacha as Head of State. He rapidly released political prisoners, repealed some repressive decrees and announced a timetable for democratic elections. On 28th October, the EU responded with a new Common Position easing sanctions. The sanctions on arms sales remain; a dialogue on development co-operation is to be initiated, with a view to re-engagement once a democratic government is in place.

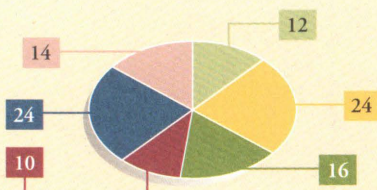
Because of sanctions, project implementation in 1998 was mainly restricted to support for human rights (€ 3 million budget line) and for the elections (€ 3.5 million package, including sending 100 EU observers, financing 10,000 Nigerian observers, and supporting the UN operation).

Under the Nigeria 'Human Rights and Democracy' budget line, 9 projects for € 3 million were adopted, in such areas as independent media, legal assistance, women's rights and minority rights.

EIB resources have been focused on the energy sector; small and medium-sized enterprises, agro-industries and other productive sectors. Regrettably, as a result of non-payment of arrears, all EIB programmes in Nigeria have been at a standstill since 1994.

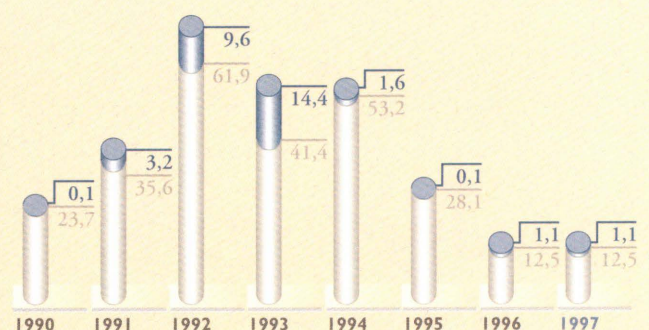
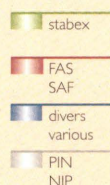
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Papua - New Guinea

PACIFIQUE

PACIFIC

462 840

4 074 000

Indicateurs économiques

 PNB par habitant
 € 906 (1996)

 Importations européennes
 en provenance de...
 € 359 866 000 (1997)

 Huile de palme 25%
 Café 37%

 Exportations européennes
 vers...
 € 64 652 910 (1997)

 Service de la dette /
 exportations
 20,8% (1995)

Indicateurs sociaux

 Taux de croissance
 de la population
 2,3% (1995-96)

 Taux de scolarisation
 primaire
 75,1% (1996)
 secondaire
 14,9% (1996)

 Taux d'urbanisation
 16% (1996)

Le Programme Indicatif National sur le 8ème FED (€ 50 millions) a été signé le 20 septembre 1997 et a défini comme secteurs principaux d'intervention le développement des ressources humaines et du milieu rural. En décembre 1998, le Comité du FED a unanimement approuvé la proposition de financement de € 24 millions pour le programme de développement. Des ressources humaines couvrant la modernisation de 4 lycées provinciaux, de 3 centres professionnels, de l'université technique de Lae, en plus des bourses et de la formation sur place.

La coopération dans le cadre du 7ème et du 6ème FED prévoient un Programme Indicatif National (PIN) respectivement de € 46,2 millions et de € 34,5 millions. Vers la fin de 1998, les projets ont été décidés jusqu'à 98 % de ces enveloppes totales. Les contrats conclus sur ces projets s'élèvent à 93% et à 97% des enveloppes totales. Les paiements réels atteignent environ 71% et 96%. Les principaux projets en cours dans le cadre du PIN sous le 7ème FED en 1998 concernaient l'infrastructure scolaire (dans le cadre d'un programme de développement de ressources humaines) et l'amélioration de l'infrastructure rurale, de l'approvisionnement en eau notamment.

Les programmes de développement rural de type microprojets (tels que l'approvisionnement en eau) ont été commencés dans le cadre du 6ème FED qui, par ailleurs, s'est centré principalement sur les projets faisant référence à l'amélioration de l'infrastructure des transports de secteur rural en remettant les routes en état. La mise en œuvre d'un projet de remise en état de route principale (€ 24 millions), financée non seulement sur les ressources des 6ème et 7ème FED, mais également par les fonds SYSMIN de Lomé III, a commencé en 1998.

Il est à noter que la Papouasie-Nouvelle-Guinée était un des principaux bénéficiaires des fonds SYSMIN de Lomé III (€ 30 millions) et à plus forte raison des ressources du STABEX de Lomé III (€ 78 millions) et de Lomé IV (€ 84 millions), pour compenser des déficits des exportations de café, de cacao et d'huile de palme. C'est dans ces mêmes secteurs de production que les ressources du STABEX sont employées.

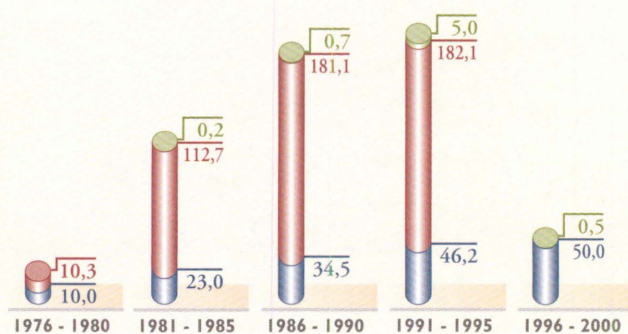
Dans le cadre de la coopération de Lomé IV, la Papouasie-Nouvelle-Guinée a également obtenu des subventions de la facilité d'ajustement structurel pour un montant total de € 20,5 millions dont les fonds de contrepartie sont utilisés pour compléter le budget du gouvernement pour couvrir les dépenses récurrentes non salariales dans le secteur de l'éducation.

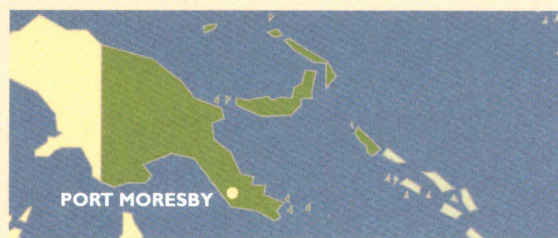
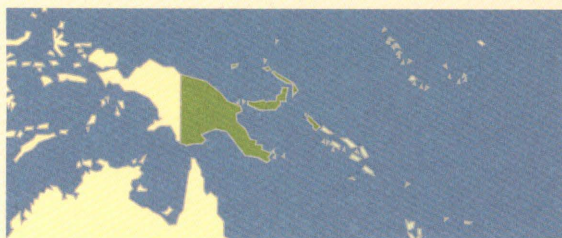
A la suite de l'amélioration de la situation à Bougainville, la Commission a mis en place un programme complet d'aide pour cette île.

En outre, la Papouasie-Nouvelle-Guinée a bénéficié de la ligne budgétaire affectée à la sylviculture tropicale. Ce projet a attiré une attention considérable et est considéré comme le fer de lance de la sylviculture écologique pratiquée par les communautés en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Le gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée a demandé un projet complémentaire, qui est maintenant en cours de préparation, et qui doit être financé sur le 8ème FED.

FED + budget

 dotations en millions €
 allocations in € million





Papua - New Guinea

P

Economic indicators

GNP per capita
€ 906 (1996)

European imports from...
€ 359 866 000
(1997)

Palm oil 25%
Coffee 37%

European Exports to...
€ 64 652 910
(1997)

Debt service / exports
20.8% (1995)

Social indicators

Population growth rate
2.3% (1995-96)

Primary schooling rate
75.1% (1996)

Secondary schooling rate
14.9% (1996)

Urbanisation rate
16% (1996)

The 8th EDF National Indicative Programme (€ 50 million) was signed on 20 September 1997 and sets out Development of Human Resources and of the Rural Environment as focal sectors for intervention. In December 1998 the EDF Committee unanimously approved the € 24 million Financing Proposal for Human Resources Development Programme II covering upgrading of 4 provincial high schools, 3 vocational centres, the Technical University in Lae, in addition to scholarships and in-country training.

Cooperation under the 7th and the 6th EDF provides for a National Indicative Programme (NIP) of respectively € 46.2 million and € 34.5 million. Towards the end of 1998 projects have been decided to the extent of 98% of these total envelopes. Contracts concluded on these projects amount to 93% and 97% of the total envelopes. Actual payments stand at some 71% and 96%. The main ongoing projects under the 7th EDF NIP in 1998 concerned educational infrastructure (in the framework of a Human Resources Development Programme) and the improvement of rural infrastructure, of water supply in particular.

Micro project style rural development programmes (such as water supply) were started under the 6th EDF which otherwise concentrated mainly on projects referring to the improvement of the rural sector transport infrastructure by rehabilitation of roads. Implementation of a major road rehabilitation project (€ 24 million) financed not only from 6th and 7th EDF resources, but also from Lomé III Sysmin funds, started in 1998.

It is to be noted that Papua New Guinea was a major beneficiary of Lomé III Sysmin funds (€ 30 million) and even more so of Stabex resources from Lomé III (€ 78 million) and Lomé IV (€ 84 million), to compensate for shortfalls in the export of coffee, cocoa and oil palm products. It is in the same production sectors that Stabex resources are employed.

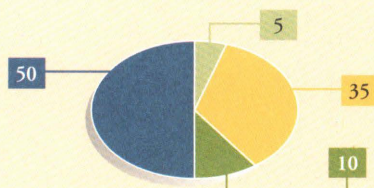
In the framework of the Lomé IV cooperation, Papua New Guinea has also been allocated grants from the Structural Adjustment Facility for a total of € 20.5 million, of which the counterpart funds are used to supplement the Government's budget for non-salary recurrent expenditure in the education sector.

Following the improved situation on Bougainville, the Commission has put in place a comprehensive aid package for this island.

In addition, Papua New Guinea benefited from the Tropical Forestry budget line. This project has attracted considerable attention and is regarded as spearheading community-based eco-forestry in Papua New Guinea. The Government of Papua New Guinea has requested a follow-up project, which is now under preparation, and foreseen for financing from the 8th EDF.

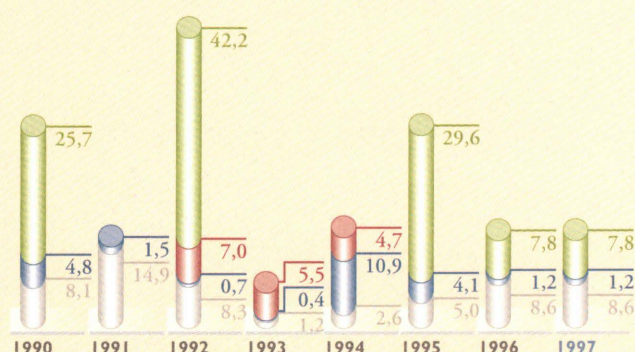
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





República Dominicana

CARAIBES

CARIBBEAN

KM²

48 730



7 915 317

Indicateurs économiques

PNB par habitant
€ 1 236 (1996)

Importations européennes
en provenance de...

€ 257 407 160 (1997)

Ferro-alliages 36%

Exportations européennes
vers...

€ 391 090 000 (1997)

Service de la dette /
exportations

7,8% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

1,5% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire

93,2% (1996)

secondaire

83,3% (1996)

Taux d'urbanisation

63% (1996)

La politique de coopération au développement convenue par la Commission avec le gouvernement de la République Dominicaine se concentre sur les priorités suivantes: (1) la consolidation de la démocratie et de la règle du droit, le respect pour l'homme et d'autres droits fondamentaux; (2) réforme et modernisation d'état; (3) la lutte contre la pauvreté; (4) développement durable avec l'accent dans l'amélioration des conditions de vie et la protection de l'environnement; (5) l'intégration dans l'économie mondiale, par le développement du commerce et en renforçant le rôle du secteur privé.

Pendant 1998, les activités de développement de la Commission dans la République Dominicaine centrées essentiellement dans la mise en oeuvre des programmes et des projets du 1er programme indicatif national (PIN) sous Lomé IV (€ 85 millions). Dans ce cadre il convient de mentionner les activités suivantes: - développement rural intégré dans les régions déprimées de la région de nord-ouest (PROLINO); - l'amélioration des conditions de santé dans la région de sud-ouest, se concentrant sur un processus de participation et de décentralisation des services de santé (PRISA); - le développement de énergie hydroélectrique dans l'infrastructure d'irrigation existante dans la vallée Azua (visibilité directe TOROS); - l'amélioration de la capacité et de l'infrastructure dans l'enseignement primaire au niveau provincial, également dans la région de sud-ouest (PRIDEP); - l'amélioration de la sensibilisation et de la capacité dans la protection de l'environnement, ainsi que le développement du tourisme durable dans les parcs naturels de Haïtises, Este-Saona et Isabel-Estero; - un projet décentralisé de coopération dans la province de Puerto Plata, se concentrant sur le renforcement du rôle et de la participation de la société civile dans le développement provincial, dans le processus en cours de réforme et de décentralisation d'état; - aide au développement du secteur privé, l'accent étant mis sur les petites et moyennes entreprises (PASP).




Après que l'ouragan Georges a sévèrement frappé la République Dominicaine en septembre 1998, un programme complet de l'aide a été accordé par la Commission, y compris l'aide d'urgence et l'appui à la réadaptation et à la reconstruction de l'infrastructure sociale et économique essentielle.

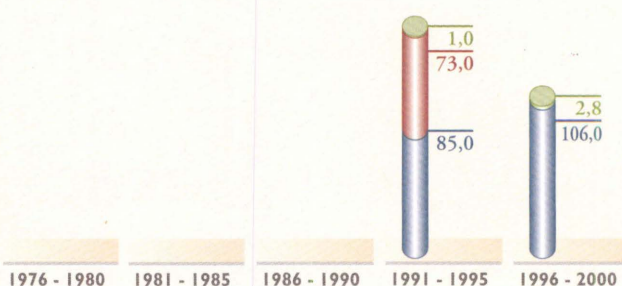
La République Dominicaine a également profité d'un financement du SYSMIN de € 23 millions, dont l'objectif est d'aider le pays restructurer le secteur minier; après les tendances négatives des dernières années. Dans ce cadre, les activités de coopération font référence aux enquêtes géologique-minérales, au développement des projets d'entreprises efficaces et à l'amélioration du comportement environnemental de la part de l'industrie.

En 1998, a commencé également la préparation des projets et des programmes qui tombent sous le 2ème PIN (€ 106 millions). La priorité est accordée aux zones suivantes: - réforme d'état et modernisation, notamment la réforme de l'administration publique, la réforme du système juridique et le processus de décentralisation; - amélioration de la qualité et de l'accès aux services essentiels dans la santé et l'enseignement; - approvisionnement en eau et hygiène dans les zones urbaines déprimées; - modernisation de l'économie et renforcement de la compétitivité du secteur de la production. En outre, une attention particulière sera donnée au développement des activités qui visent à contribuer à renforcer les liens économiques et politiques avec la République voisine de Haïti.

FED EDF + budget

dotations en millions €
allocations in € million

-  budget
-  autres fed + bei
others fed + eib
-  pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



-  développement rural/pêche
rural development/fishing
-  développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
-  secteurs sociaux
social sectors
-  ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
-  autres
others



República Dominicana

R

Economic indicators

GNP per capita
€ 1 236 (1996)

European imports from...
€ 257 407 160
(1997)

Iron compounds 36%

European Exports to...
€ 391 090 000
(1997)

Debt service / exports
7.8% (1995)

Social indicators

Population growth rate
1.5% (1995-96)

Primary schooling rate
93.2% (1996)

Secondary schooling rate
83.3% (1996)

Urbanisation rate
63% (1996)

The development co-operation policy agreed by the Commission with the government of the Dominican Republic focuses on the following priorities: (1) the consolidation of democracy and the rule of law, the respect for human and other fundamental rights; (2) state reform and modernisation; (3) the fight against poverty; (4) sustainable development with emphasis in the improvement of living conditions and the protection of the environment; (5) the integration in the world economy, through trade development and by reinforcing the role of the private sector.

During 1998, the Commission development activities in the Dominican Republic centred essentially on the implementation of programmes and projects of the 1st National Indicative Programme (NIP) under Lomé IV (€ 85 million). In this framework the following activities are worth mentioning: – integrated rural development in depressed areas of the Northwest region (PROLINO); – the improvement of the health conditions in the Southwest region, focusing on a participatory process of capacity building and decentralisation of the health services (PRISA); – the development of hydro-electric power in existing irrigation infrastructure in the Azua Valley (LOS TOROS); – the improvement of capacity and infrastructure in primary education at the provincial level, also in the Southwest region (PRIDEP); – the enhancement of awareness and capacity in environment protection, as well as the development of sustainable tourism in the natural parks of Los Haitises, Este-Saona and Isabel-Estero; – a decentralised co-operation project in the province of Puerto Plata, focusing on the reinforcement of the role and participation of civil society in provincial development, within the ongoing process of state reform and decentralisation; – support to the development of the private sector, with emphasis on the small and medium size enterprises (PASP).

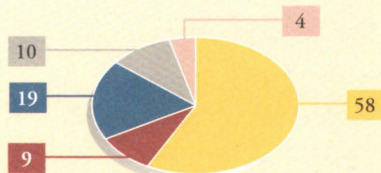
After Hurricane Georges severely struck the Dominican Republic in September 1998, a comprehensive package of assistance was granted by the Commission, including emergency aid and support for rehabilitation and reconstruction of essential social and economic infrastructure.

The Dominican Republic also benefited from a Sysmin financing of € 23 million, whose objective is to assist the country in restructuring the mining sector, after the negative tendencies of the last years. In this framework, co-operation activities refer to geological-mineral surveys, the development of efficient entrepreneurial ventures and the improvement of the environmental behaviour on the part of the industry.

In 1998 preparations also began for the projects and programmes that fall under the 2nd NIP (€ 106 million). Priority is being given to the following areas: – state reform and modernisation, in particular the reform of the public administration, the reform of the judicial system and the decentralisation process; – improving the quality of and access to essential services in health and education; – water supply and sanitation in depressed urban areas; – modernisation of the economy and reinforcement of the competitiveness of the production sector. In addition, special attention will be given to the development of activities that aim at contributing to strengthening the economic and political links with the neighbouring Republic of Haiti.

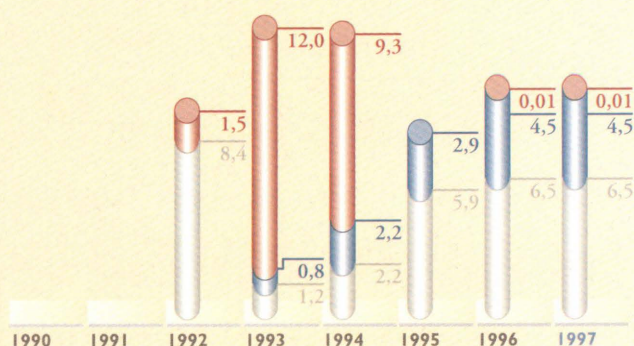
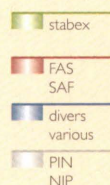
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Rwanda

AFRIQUE DE L'EST ET
CORNE DE L'AFRIQUE
EASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICA

KM² 26 340



8 330 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
€ 150 (1996)

Importations européennes
en provenance de...

€ 66 656 240 (1997)

Or 47%

Café 43%

Exportations européennes
vers...

€ 79 017 460 (1997)

Service de la dette /
exportations

na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
5,1% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
71,2% (1996)

secondaire
9% (1996)

Taux d'urbanisation
6% (1996)

Le Rwanda est un pays enclavé, densément peuplé (plus de 285 habitants/Km² et 800/Km² cultivé dans certaines provinces), dont la pluviométrie régulière et l'altitude (1300 mètres en moyenne) en font un pays verdoyant. L'économie rwandaise repose sur l'agriculture à 98%: cultures vivrières, thé et café. Toutefois, l'enclavement du pays et son relief l'obligent à concentrer ses efforts de développement sur le secteur des transports et des communications.

Comme celle de son voisin le Burundi, l'histoire du Rwanda est marquée, depuis son indépendance en 1962 par la persistance de graves conflits politiques qui ont abouti, à certaines périodes à des affrontements sanglants et à la guerre civile entre octobre 1990 et juillet 1994, qui a culminé dans le génocide de 1994 avec plus de 800.000 personnes tuées. Le retour de 2 millions de réfugiés qui avaient fui leur pays après le génocide et l'arrivée au pouvoir du FPR, a accentué les problèmes de réconciliation. En même temps, l'insécurité à l'intérieur du pays s'est accrue.

Amorcée dès 1958, la coopération avec l'Union Européenne s'est concentrée dans les domaines du développement rural (stratégie alimentaire, développement des cultures d'exportation de haute qualité, infrastructures sociales) et des transports. Une attention particulière a été portée aux réseaux permettant de relier les provinces isolées aux grands axes routiers que sont le Corridor Nord et le Corridor Central.

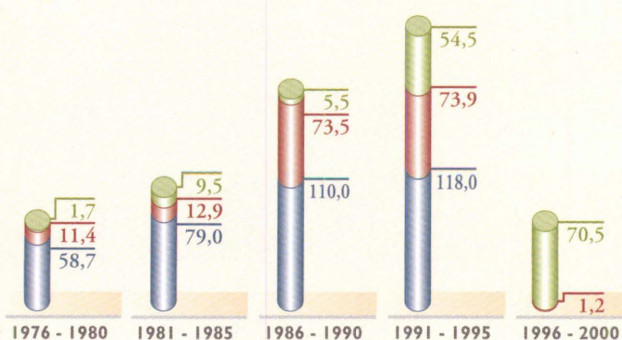
Dans le cadre de Lomé IV, le Rwanda a bénéficié de € 118 millions de ressources programmées. En outre, € 14 millions ont été prévus pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques. Les autres domaines privilégiés par le Programme Indicatif National de Lomé IV sont la lutte contre le SIDA, l'appui à la décentralisation, l'appui aux PME, les microprojets et la protection de l'environnement. Après les événements de 1994, les reliquats des Fonds du PIN, des Fonds STABEX et des Fonds de Contrepartie (au total € 67 millions) ont été utilisés pour la phase I du Programme de Réhabilitation. Ceci a été suivi par un deuxième Programme de Réhabilitation de € 56 millions. Entre 1993 et 1996, l'aide humanitaire a dépassé € 500 millions et l'aide alimentaire a été de plus de € 100 millions. D'importantes allocations ont été accordées aux organisations internationales et aux ONG dans les domaines des droits de l'homme, de la réhabilitation et de la sécurité alimentaire.

Dans la situation actuelle, les conditions semblent réunies pour passer d'une phase de réhabilitation d'urgence à une phase plus avancée de programmation des ressources financières disponibles dans une optique de coopération structurée.

FED + budget EDF

dotations en millions €
allocations in € million

- budget
- autres fed + bei
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- environnement
environment
- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
- secteurs sociaux
social sectors
- ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
- autres
others



Rwanda **R**

Economic indicators	
GNP per capita	€ 150 (1996)
European imports from...	€ 66 656 240 (1997)
Gold	47%
Coffee	43%
European Exports to...	€ 79 017 460 (1997)
Debt service / exports	na/nd (1995)
Social indicators	
Population growth rate	5.1% (1995-96)
Primary schooling rate	71.2% (1996)
Secondary schooling rate	9% (1996)
Urbanisation rate	6% (1996)

Rwanda is a landlocked and densely populated country (more than 285 inhabitants per km² and over 800 inhabitants per cultivated km² in some parts). Its regular rainfall and high altitude (average 1300 metres) makes it verdant. The economy is based on agriculture (98%), the main products being food crops, tea and coffee. However, the landscape and the fact that the country is landlocked, mean a concentration of development efforts in the transport and communications sector.

Like its neighbour Burundi, Rwanda's history has been marked, since independence in 1962, by continual serious political confrontations at times leading to bloody conflicts. The civil war, which lasted from October 1990 to July 1994, culminated in the genocide in which more than 800,000 people were killed. The return of two million refugees who had fled following the genocide, and the accession to power of the FPR, have accentuated the problems involved in achieving reconciliation. In the meantime, insecurity inside the country has increased.

Since 1958 cooperation with the European Union has concentrated on rural development (food strategy, development of high-quality export crops, social infrastructures) and transport. Particular attention has been given to networks linking isolated provinces to the country's two large roads, the Northern and Central Corridors.

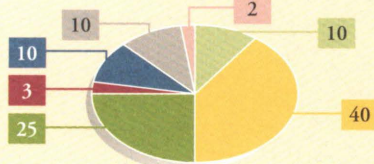
In the framework of Lomé IV, Rwanda was granted € 118 million in programmable resources. Moreover € 14 million may be made available through European Investment Bank intervention in the form of risk capital. Other areas earmarked by the Lomé IV National Indicative Programme were the fight against AIDS, support for decentralisation, support for SMEs, micro-projects and environmental protection. Following the events of 1994, outstanding sums from the NIP, Stabex fund, and counterpart funds (totaling € 67 million) have been used for Phase I of the rehabilitation programmes. This has been followed-up by a second rehabilitation programme (€ 56 million).

The conflicts and the ensuing problems, added to those of neighbouring Burundi, explain the scale of humanitarian aid allocated for the 2.2 million refugees and 400,000 displaced persons in Rwanda (€ 512 million from 1993 to 1996 and € 101.5 million in food aid). In addition, funds have gone to international organisations and NGOs supporting human rights projects, rehabilitation and food security.

At the moment conditions are met to move from rehabilitation to more advanced programming of available funds and to structural cooperation.

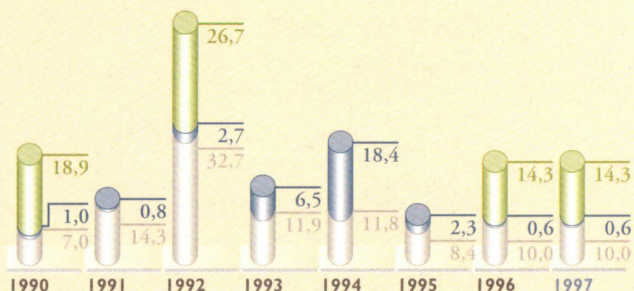
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Saint Kitts and Nevis

CARAIBES

CARIBBEAN

KM²

360



na/nd

Indicateurs économiques

PNB par habitant

€ 4 584 (1996)

Importations européennes en provenance de...

€ 13 925 790 (1997)

Sucres de canne 92%

Exportations européennes vers...

€ 18 112 910 (1997)

Service de la dette / exportations

na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population

0,0% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire

na/nd (1996)

secondaire

na/nd (1996)

Taux d'urbanisation

na/nd (1996)

Au cours des dernières années, l'économie de Saint Kitts et Nevis est passée par une réforme structurelle importante avec la chute de l'agriculture dans le PIB et d'une croissance du tourisme et de l'industrie. La stratégie du développement adoptée par le gouvernement sera de soutenir le développement économique et social durable du pays pendant sa transition d'une dépendance des marchés préférentiels traditionnels (sucre) vers une économie orientée vers l'exportation basée sur le tourisme, les services, la fabrication et l'agriculture autre que le sucre. Prenant en considération cette stratégie, l'UE a focalisé son aide, dans le cadre du nouveau Programme Indicatif, sur le secteur social (l'enseignement et la santé), en raison de l'impact social du développement rapide de Saint Kitts et Nevis à partir d'une société principalement agricole.

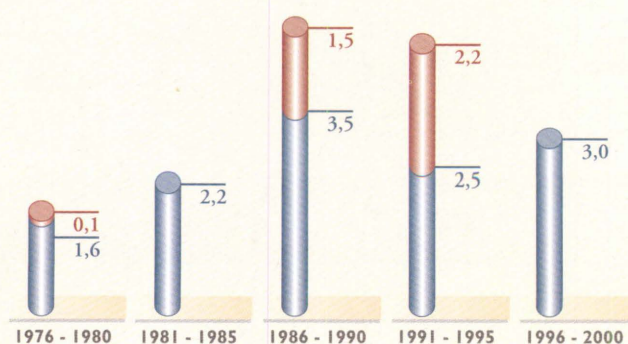
Dans le cadre du Programme Indicatif de Lomé IV, la majeure partie des fonds du FED a été attribuée à la réadaptation et à l'extension de l'infrastructure de santé, notamment l'hôpital de JN France sur Basseterre à Saint Kitts et l'hôpital d'Alexandra Charlestown à Nevis. Le projet a été retardé pour différentes raisons.

Etant donné que le 8ème FED se concentre également sur le secteur de la santé, il a été décidé, afin de prendre en considération l'aggravation de la situation due aux ouragans récents, d'élargir le champ d'application du projet précédent. La nouvelle conception couvrira de zones plus larges, est techniquement supérieur et correspond mieux aux besoins de la population locale. L'étude et la conception correspondantes sont en cours. Une proposition de financement devrait être présentée à la CE à fin 1998.

FED + budget

dotations en millions €
allocations in € million

budget

autres fed + bei
others fed + eibpin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)secteurs sociaux
social sectorsautres
others



Saint Kitts and Nevis

S

Economic indicators

GNP per capita
€ 4 584 (1996)

European imports from...
€ 13 925 790
(1997)

Cane-sugar 92%

European Exports to...
€ 18 112 910
(1997)

Debt service / exports
na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate
0.0% (1995-96)

Primary schooling rate
na/nd (1996)

Secondary schooling rate
na/nd (1996)

Urbanisation rate
na/nd (1996)

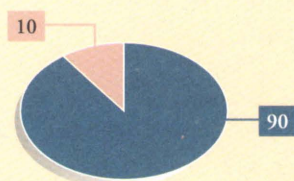
In the last years, the economy of St Kitts and Nevis went through a major structural reform with the fall of the agriculture in the GDP and a growth in tourism and industry. The development strategy adopted by the Government will be to support the sustainable economic and social development of the country during its ongoing transition from dependence on traditional preferential markets (sugar) to an export-oriented economy based on tourism, services, manufacturing and non-sugar agriculture. Taking in consideration this strategy, the EU focussed its assistance, under the new indicative programme, on the social sector (education and health), due to the social impact of the rapid development of St Kitts and Nevis and the shift away from a predominantly agricultural society.

Under the Lomé IV indicative programme, the bulk of EDF funds was allocated to the rehabilitation and extension of health infrastructure, in particular the JN France hospital in Basseterre /St Kitts and the Alexandra hospital in Charlestown/Nevis. The project has then been delayed for different reasons.

With the 8th EDF also focusing on the health sector, it has been decided, in order to take into account the worsening of the situation due to recent hurricanes, to enlarge the scope of the previous project. The selected new design, with larger areas, will offer a better project on technical ground and will better fit with the needs of the local population. The corresponding study and design is underway. A financing proposal was to be presented to the EC at the end of 1998.

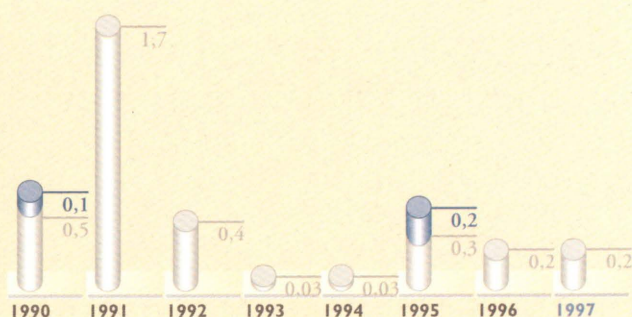
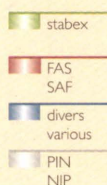
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Saint-Lucia

CARAIBES

CARIBBEAN



Indicateurs économiques

PNB par habitant
€ 2 701 (1996)

Importations européennes
en provenance de...

€ 51 212 420 (1997)

Bananes 90%

Exportations européennes
vers...

€ 36 104 130 (1997)

Service de la dette /
exportations

na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

1,3% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire

na/nd (1996)

secondaire

na/nd (1996)

Taux d'urbanisation

na/nd (1996)

L'objectif de l'Union Européenne à Sainte Lucie est d'améliorer le bien-être de la population et de réduire la pauvreté en poursuivant l'aide à l'industrie de la banane pour améliorer sa compétitivité internationale, en favorisant la diversification de l'agriculture et de l'économie en général (y compris le développement du secteur privé) en formant des compétences éducatives pour satisfaire de nouvelles possibilités d'emploi et en renforçant les institutions communautaires et sociales pour lutter contre la pauvreté.

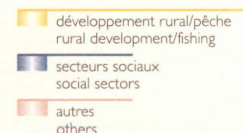
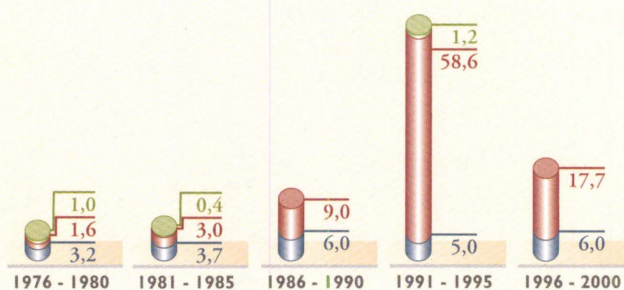
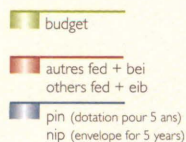
Le projet, financé par le FED, de la phase II de vallée Mabouya (€ 795.992) est presque achevé. Sainte Lucie a bénéficié des transferts importants du STABEX. Les transferts pour 1992/1993 se sont élevés à € 4.481.275. Le transfert de 1994 s'est élevé à € 22.176.403 et l'OFM correspondant vise, notamment, à améliorer la productivité de la banane, à diversifier l'agriculture et l'économie. Le STABEX 1995 s'est élevé à € 17.706.294 et a servi au soutien budgétaire et au financement de projets. Le soutien budgétaire a été consacré aux investissements de capitaux dans l'infrastructure sociale, matérielle et économique. Les secteurs choisis sont: l'amélioration de la productivité de la banane, la diversification de l'agriculture, le développement social et communautaire pour réduire la pauvreté. En 1998, un paiement par anticipation de 40 % des fonds destinés à l'aide budgétaire a été autorisé par la Commission.

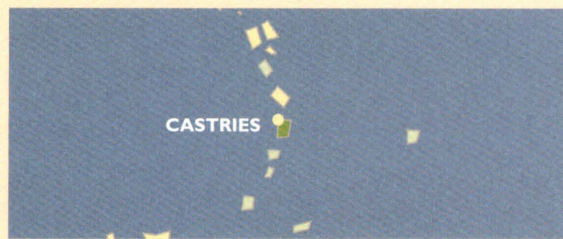
Les transferts 1996/1997 qui se sont élevés à 11.558.222 sont déjà programmés et l'OFM correspondant a été déjà signé. Il faut dire que cet OFM exclut explicitement toute aide à l'industrie de la banane. La première mission de contrôle du STABEX a déjà eu lieu.

L'enveloppe financière pour le 8ème FED est de € 6 millions. Le domaine de concentration est le secteur de la santé (90 % du PIN) dans lequel l'UE soutiendra la politique de Sainte Lucie qui vise à augmenter l'efficacité des soins de santé et à promouvoir une meilleure efficacité de l'utilisation des ressources. Cela se fera par la modernisation de «l'hôpital Victoria». Les études préliminaires sont en cours.

FED + budget

dotations en millions €
allocations in € million





Saint-Lucia



Economic indicators

GNP per capita
€ 2 701 (1996)

European imports from...
€ 51 212 420 (1997)

Bananas 90%

European Exports to...
€ 36 104 130 (1997)

Debt service / exports
na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate
1.3% (1995-96)

Primary schooling rate
na/nd (1996)

Secondary schooling rate
na/nd (1996)

Urbanisation rate
na/nd (1996)

The European Union's objective in St Lucia is to improve the welfare of the population and to reduce poverty, through continued support to the banana industry in order to make it internationally competitive, through diversification of the agriculture and the economy in general (including the development of the private sector), through capacity building in education in order to meet new employment possibilities and through strengthening community and social capacities to combat poverty.

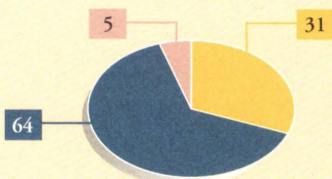
The EDF funded project of Mabouya Valley Phase II (€ 795.992) is nearly completed. St Lucia has benefited from huge transfers from the STABEX. Transfers for 1992/93 amounted to € 4.481.275. 1994 transfer amounted to € 22.176.403 and the corresponding FMO aims, among other things, at banana productivity improvement, agricultural diversification, economy diversification. STABEX 1995 amounted to € 17.706.294 and was used for budgetary support and project financing. Budget support is being used for capital investment in social, physical and economic infrastructure. The sectors chosen are: banana productivity support, agricultural diversification, social and community development for poverty reduction. In 1998, a 40% advance payment of the funds targeted for budgetary support was authorised by the Commission.

1996/97 transfers amounting to € 11.558.222 are already programmed and the corresponding FMO has already been signed. It is to be said that this FMO explicitly exclude any support to the banana industry. The first STABEX monitoring mission has already taken place.

The financial envelope for the 8th EDF is € 6 million. The focal sector is the health sector (90% of the NIP) in which EU will support St Lucia's policy to increase the effectiveness of health care delivery and to promote increased efficiency in the utilisation of resources. This will be done through the improvement of the 'Victoria hospital'. Preliminary studies are underway.

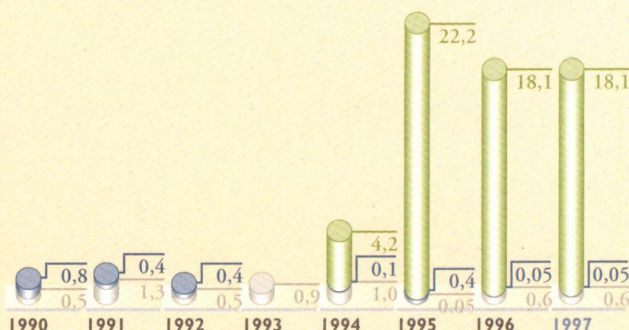
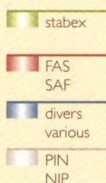
FED EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Saint Vincent and the Grenadines

CARAIBES

CARIBBEAN

KM² 390
 112 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant

€ 1 859 (1996)

Importations européennes en provenance de...

€ 103 275 840 (1997)

Paquebots, Yachts 61%

Exportations européennes vers...

€ 53 664 570 (1997)

Service de la dette / exportations

7,1% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population

0,0% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire

na/nd (1996)

secondaire

na/nd (1996)

Taux d'urbanisation

na/nd (1996)

Saint Vincent et les Grenadines sont formés d'une chaîne d'îles à l'est de la Mer des Caraïbes, dont la plus grande, Saint Vincent, vit sous le menace du volcan de la Soufrière. Le pays a accédé à l'indépendance en 1979.

Au milieu des années 1980, le gouvernement a dû affronter de nombreux problèmes, notamment le déficit des finances publiques, et relever des défis tels que l'établissement d'un contexte favorable à l'investissement, la réforme foncière et la diversification de l'agriculture. Après une période exceptionnelle comprise entre 1985 et 1989, la croissance économique s'est fortement ralentie et, depuis 1990, le chômage a augmenté et le personnel qualifié dans les domaines technique et administratif fait défaut.

L'exploitation agricole, en particulier celle de la banane, est le secteur principal de l'économie qui fait vivre des milliers de petits exploitants. L'exportation de bananes vers le marché européen, spécialement garantie par le système de préférences du Protocole de Lomé en faveur des pays ACP exportateurs traditionnels, est largement en tête des exportations nationales et constitue pour le pays une source considérable de devises étrangères. Cependant, les changements dus au Marché unique européen ont affecté le secteur, ce qui a conduit le gouvernement, ainsi que la plupart des îles de la région, à promouvoir la diversification agricole et le tourisme.

Sous les quatre premières Conventions de Lomé, le pays a bénéficié d'une aide de plus de € 25 millions, pour la réalisation de projets dans trois principaux secteurs: la santé, le développement agricole et rural ainsi que l'équipement en matière de transport, notamment le projet d'aéroport à Bequia l'unique grand projet financé par le 6ème FED dans l'est des Caraïbes, auquel le Programme Indicatif National et le Fonds Régional des Caraïbes (PIN) ont respectivement contribué pour des montants de 2 millions et € 16,5 millions.

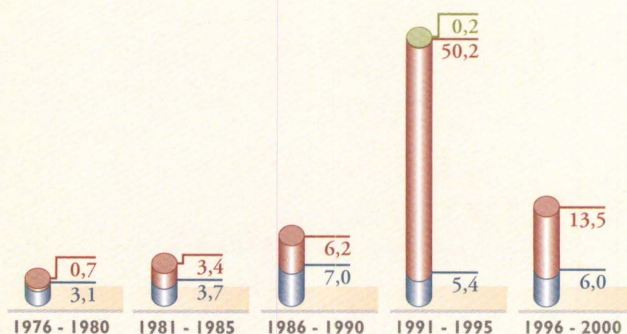
Sous Lomé IV bis, l'enveloppe financière correspondant au PIN du 8ème FED s'élève à € 6 millions. L'éducation est le secteur principal qui fait l'objet de la future coopération sous le 8ème FED; l'UE soutiendra les efforts de Saint Vincent pour améliorer la qualité de l'infrastructure éducative et les mesures prises en matière de formation des enseignants et de réformes sectorielles. Cela se concrétisera par la création d'une Communauté de collèges multidisciplinaires, fondée sur le système du baccalauréat, financé par les 6ème et 7ème FED OECS du Programme régional de l'enseignement secondaire. Environ 85% de l'enveloppe indicative du 8ème FED sera allouée dans cette perspective.

Compte tenu de la trop grande dépendance de Saint Vincent par rapport à ses exportations de bananes (lesquelles représentent traditionnellement plus de 40% des produits exportés), des fonds considérables ont été versés par l'UE pour la restructuration de l'industrie bananière, la diversification agricole et économique. Ce financement est en premier lieu alimenté par les transferts au titre du STABEX, d'un montant de € 53,3 millions pour la période 1993/1996, complétés par les ressources de la ligne budgétaire d'aide spéciale aux pays ACP fournisseurs traditionnels de bananes. Les fonds issus du STABEX ont également servi à mettre en place une sécurité sociale pour atténuer le revers des réformes économiques et réduire la pauvreté.

FED + budget

dotations en millions €
allocations in € million

budget

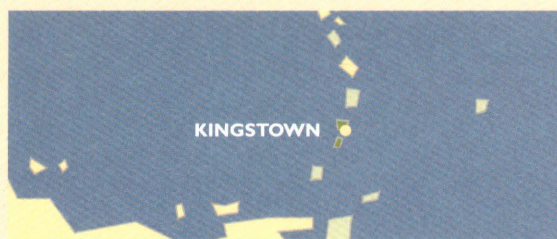
autres fed + bei
others fed + eibpin (dotation pour 5 ans)
nip (enveloppe for 5 years)

environnement
environment

développement rural/pêche
rural development/fishing

transport et communications
transport and communications

développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's



Saint Vincent and the Grenadines

S

Economic indicators

GNP per capita	€ 1 859 (1996)
European imports from...	€ 103 275 840 (1996)
Ships, Yachts	61%
European Exports to...	€ 53 664 570 (1996)
Debt service / exports	7.1% (1995)

Social indicators

Population growth rate	0.0% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	na/nd (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

Saint Vincent and the Grenadines consists of a chain of islands in the Eastern Caribbean Sea, of which the biggest Saint Vincent, lives under the threat of the volcano, La Soufrière. The country achieved independence in 1979.

Since the mid-1980s, the Government has faced a series of difficulties, including the public deficit, and challenges, such as establishing a favourable climate for investment, land reform and agricultural diversification. Although the economy registered exceptional growth rates between 1985 and 1989, real growth slowed thereafter. Since 1990, there has been a high level of unemployment and a lack of skilled technical and administrative personnel.

Cash crop farming, in particular bananas, is the main economic sector providing a living for thousands of small farmers. Banana exports to the European market, under the special Lomé Protocol which guarantees a preferential situation to traditional ACP exporting countries, largely dominates national exports and provides the country with a substantial source of foreign currency. However, changes in the banana sector, following the 1993 Single European Market, have led the Government – like many other islands in the region – to emphasis the promotion of agricultural diversification and tourism.

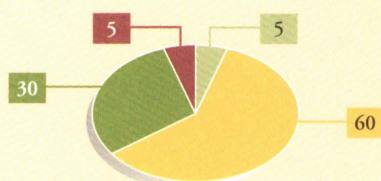
Under the first four Lomé Conventions the country benefited from more than € 25 million in aid. This has been used to implement projects in three main sectors: health, agriculture/rural development and transport infrastructure. The Bequia airport project – the largest single scheme financed under the 6th EDF in the Eastern Caribbean, has received a contribution of € 2 million from the National Indicative Programme (NIP) and € 16.5 million from Caribbean Regional Funds.

Under Lomé IV bis the financial envelope for the 8th EDF NIP is € 6 million. The focal sector for future cooperation is education: the EU will support St. Vincent's efforts to improve the quality of its educational infrastructure, as well as measures in the fields of teacher training and sectoral reforms. Practical assistance will go towards the development of a multi-disciplinary Community College, building on the existing 'A-Level' College, funded from the 6th and 7th EDF OECS Regional Tertiary Education Programme. Approximately 85% of the 8th EDF indicative envelope will be allocated to this objective.

Recognising Saint Vincent's overdependence on banana exports (traditionally more than 40% of all merchandise exports), substantial EU resources have been allocated to support the restructuring of the banana industry, agriculture diversification and the economic diversification. The funding for this support is primarily from Stabex transfers amounting to € 53.3 million for the period 1993-96 complemented with additional resources from the budget line for special support to traditional ACP suppliers of bananas. The setting up of a social safety net, to attenuate the negative effects of economic reforms ongoing and contribute to poverty alleviation, is also being supported from Stabex funding.

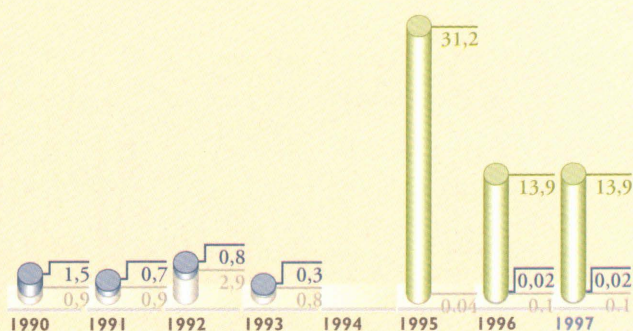
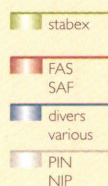
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Samoa

PACIFIQUE

PACIFIC

KM² 2 840
 159 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
€ 945 (1996)

Importations européennes
 en provenance de...
€ 3 341 040 (1997)

Coprah 70%

Exportations européennes
 vers...
€ 4 807 850 (1997)

Service de la dette /
 exportations
na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
 de la population
1,2% (1995-96)

Taux de scolarisation
 primaire
na/nd (1996)

secondaire
na/nd (1996)

Taux d'urbanisation
na/nd (1996)

Jusqu'au milieu des années 1990, la coopération de l'UE avec Samoa (qui en 1997 a changé son nom en Samoa Occidentale) les a été fortement orientée sur le secteur de l'énergie, et notamment sur la construction de centrales hydroélectriques. La dernière de ces constructions – la centrale hydroélectrique d'Afulilo – a absorbé la plus grande partie des € 9 millions du 6ème FED, ainsi que les € 1,28 millions sur les fonds du 7ème FED (€ 9 millions). Le domaine de concentration du 7ème Programme Indicatif National du FED était le secteur social, et notamment l'approvisionnement des campagnes en eau. Après les travaux préparatoires (une étude de projet et un programme-cadre, ainsi qu'un programme de sensibilisation du public), un projet important conçu pour fournir un approvisionnement propre et fiable en eau aux populations rurales dans des parties des deux îles principales a été approuvé en février 1998. Le projet, en plus des 5,6 millions des 6ème et 7ème fonds du FED, absorbe € 10 millions de l'attribution totale au titre du 8ème FED (€ 11,5 millions). L'appel d'offres pour la gestion du projet a été attribuée à la fin de 1998.

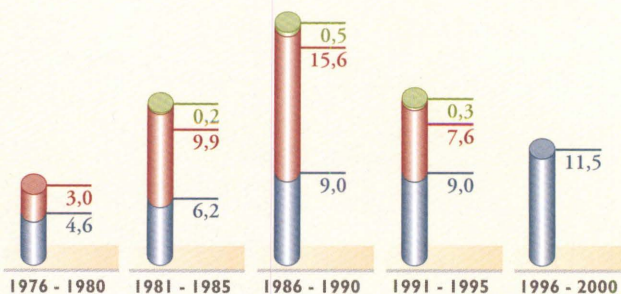
En outre, un programme de microprojets de € 1 million était mis en œuvre sur les fonds du 7ème FED, avec encore un autre programme de microprojets prévu au titre du financement du 8ème FED.

FED + budget

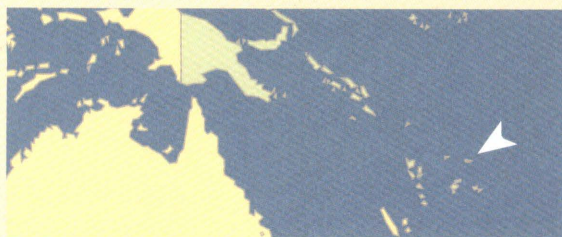
EDF

dotations en millions d'Ecus
 allocations in ECU million

budget
 autres fed + bei
 others fed + eib
 pin (dotation pour 5 ans)
 nip (envelope for 5 years)



secteurs sociaux
 social sectors
 autres
 others



Samoa

S

Economic indicators

GNP per capita
€ 945 (1996)

European imports from...
€ 3 341 040
(1997)

Copra 70%

European Exports to...
€ 4 807 850
(1997)

Debt service / exports
na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate
1.2% (1995-96)

Primary schooling rate
na/nd (1996)

Secondary schooling rate
na/nd (1996)

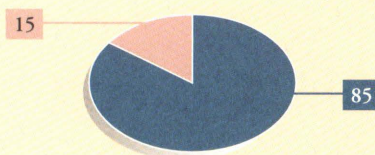
Urbanisation rate
na/nd (1996)

Until the mid-1990s EU cooperation with Samoa (which in 1997 altered its name from Western Samoa) concentrated heavily on the energy sector, and in particular on the construction of hydro-electric power plants. The last of these – the Afulilo Hydropower Plant – absorbed the greater part of the € 9m 6th EDF allocation, as well as € 1.28m of 7th EDF funds (€ 9m). The focal sector of the 7th EDF National Indicative Programme was the social sector, and in particular rural water supply. After due preparatory work (a Design Study and Master Plan, and a Public Awareness Programme), a major project designed to provide a clean and dependable supply of water to rural populations in parts of the two main islands was approved in February 1998. The project, which, in addition to € 5.6m from 6th and 7th EDF funds, absorbs € 10m of the total allocation for the 8th EDF (€ 11.5m). The tender for the management of the project was awarded in late 1998.

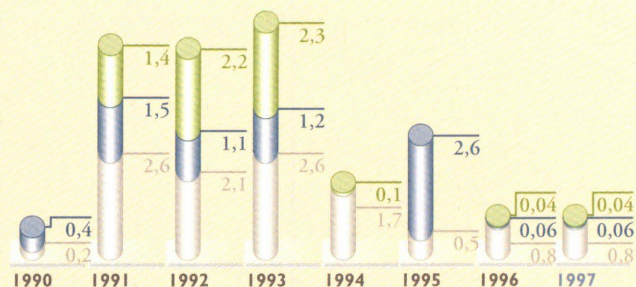
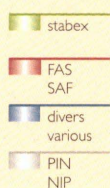
In addition, a € 1m Microprojects Programme was being implemented with 7th EDF funds, with a further microprojects programme planned under 8th EDF funding.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





São Tomé e Príncipe

AFRIQUE CENTRALE

CENTRAL AFRICA

KM²

1 000



127 076

Indicateurs économiques

PNB par habitant
€ 270 (1996)

Importations européennes
en provenance de...

€ 6 432 000 (1997)

Cacao 58%

Exportations européennes
vers...

€ 21 188 000 (1997)

Service de la dette /
exportations
24,4% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,5% (1996)

Taux de scolarisation
primaire
96% (1991)

secondaire
66% (1991)

Taux d'urbanisation
44,94% (1993)

Micro-Etat insulaire avec une population d'environ 130.000 habitants et une superficie de 1.001 km² répartie sur deux îles principales, São Tomé e Príncipe doit faire face à des handicaps importants qui entravent son développement: insularité, précarité d'une économie fondée sur une seule matière première, le cacao (qui représente plus de 90% des exportations), morcellement et étroitesse du marché, faible qualification de la main d'œuvre. Aussi, le pays dépend particulièrement de l'aide extérieure qui représente 70% du PIB.

Dès 1987 le pays s'est engagé dans un programme d'ajustement structurel dont la mise en œuvre s'est avérée difficile. Ces difficultés économiques constituent une menace sérieuse pour la jeune démocratie pluraliste mise en place depuis 1991, comme l'a montré la tentative (avortée) de coup d'état en août 1995.

Membre de la Convention de Lomé depuis son indépendance en 1975, São Tomé e Príncipe a pu bénéficier, à titre bilatéral, d'environ € 45 millions d'aides communautaires qui ont appuyé essentiellement la diversification agricole et le développement des infrastructures sociales du pays. Sous Lomé III (6ème FED) le financement d'une plantation de palmiers et d'une huilerie a permis de couvrir l'essentiel de la consommation interne en huile végétale. Le Programme Indicatif National pour le 7ème FED (€ 8 millions) s'est concentré par contre sur la réhabilitation d'infrastructures économiques et sociales prioritaires (adductions d'eau et tronçons routiers). Le Programme Indicatif National pour le 8ème FED (9,5 millions d'écus) poursuit l'appui à la réhabilitation des infrastructures (en particulier dans les domaines de l'énergie, de l'eau et du réseau routier secondaire) mais consacre également une attention particulière à la santé publique.

De plus la Banque Européenne d'Investissement a octroyé un financement sur capitaux à risques de € 5,6 millions pour la réhabilitation du secteur électrique dans l'île principale.

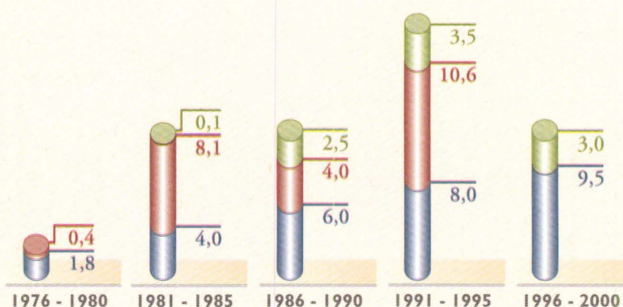
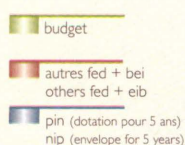
São Tomé e Príncipe a bénéficié également de plusieurs instruments de coopération hors ressources programmables; en particulier, sous Lomé IV, une Facilité d'Ajustement Structurel (FAS) de € 1,5 millions a permis de financer des importations de pétrole et les transferts au titre du STABEX cacao (près de € 3 millions) sont consacrés à la réhabilitation des conditions de vie et des moyens de production des «Roças» (plantations cacaoyères).

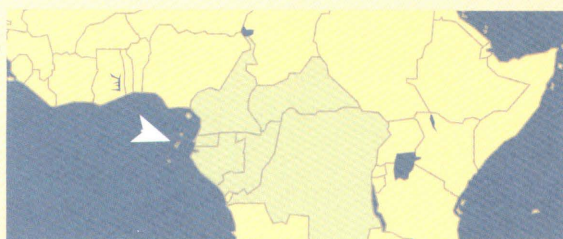
Le pays a bénéficié aussi de l'aide prévue au titre de la coopération régionale, dans des domaines tels que la coopération culturelle, la protection d'écosystèmes forestiers, etc.

L'accord de pêche, renouvelé le 23 mai 1996 jusqu'en 1999 entre São Tomé e Príncipe et l'Union Européenne, établit une contrepartie financière de € 2,175 millions.

FED + budget

dotations en millions €
allocations in € million





São Tomé e Príncipe

S

Economic indicators

GNP per capita	€ 270 (1996)
European imports from...	€ 6 432 000 (1997)
Cocoa	58%
European Exports to...	€ 21 188 000 (1997)
Debt service / exports	24.4% (1995)

Social indicators

Population growth rate	2.5% (1995-96)
Primary schooling rate	96% (1991)
Secondary schooling rate	66% (1991)
Urbanisation rate	44.94% (1993)

An insular Micro-state with a population of approximately 130 000 inhabitants and a surface area of 1 001 km² spread between two principal islands, São Tomé e Príncipe has to cope with significant disabilities which block its development: insularity, precariousness of an economy based on only one raw material, namely cocoa (which accounts for more than 90% of exports), division and narrowness of the market, poor qualifications of the manpower. In addition, the country depends particularly on external aid that accounts for 70% of the GDP.

In 1987 the country entered into a structural adjustment programme, the implementation of which proved to be difficult. These economic difficulties constitute a serious threat for the young pluralist democracy set up since 1991, as the attempt (which fell through) for a coup in August 1995 proved.

A member of the Lomé Convention since its independence in 1975, São Tomé e Príncipe has benefited, from approximately € 45 million of bilateral Community aid, which supported primarily agricultural diversification and the development of social infrastructures of the country. Under Lomé III (6th EDF) the financing of a palm tree plantation and an oil mill made it possible to cover the majority of internal vegetable oil consumption. The National Indicative Programme for the 7th EDF (€ 8 million) concentrated on the other hand on the rehabilitation of priority economic and social infrastructures (water supplies and road sections). The National Indicative Programme for the 8th EDF (9.5 million ECU) continues support for the rehabilitation of infrastructures (in particular in the fields of energy, water and the secondary road network) but also pays close attention to public health.

Moreover, the European Investment Bank granted a financing on venture capital of € 5.6 million for the rehabilitation of the electricity sector on the principal island.

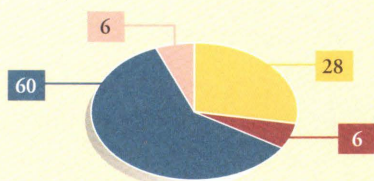
São Tomé e Príncipe also benefited from several co-operation tools outside of programmable resources; in particular, under Lomé IV, a Structural Adjustment Facility (SAF) of € 1.5 million made it possible to finance oil imports. Transfers under STABEX for cocoa (almost € 3 million) are devoted to the rehabilitation of the living conditions and the means of production of the 'Roças' (cacao tree plantations).

The country also benefited from aid provided for under regional co-operation, in fields such as cultural co-operation, forestry ecosystem protection, etc.

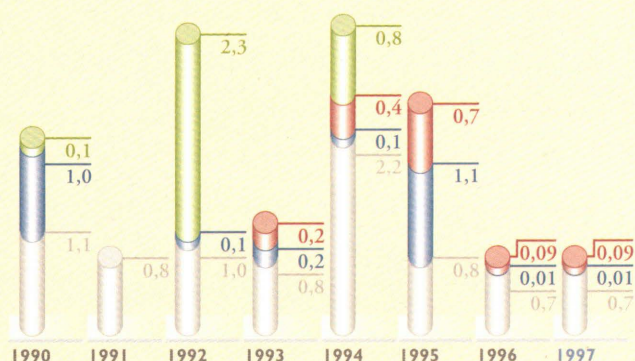
The fishing agreement, renewed on 23 May 1996 until 1999, between São Tomé e Príncipe and the European Union, established a matching finance of € 2.175 million.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Sénégal

AFRIQUE SAHÉLIENNE ET
OCCIDENTALE CÔTIÈRE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM²

196 720



8 387 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant

€ 441 (1996)

Importations européennes
en provenance de...

€ 347 210 170 (1997)

Poissons 42%

Exportations européennes
vers...

€ 880 680 600 (1997)

Service de la dette /
exportations

18,7% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

2,7% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire

58,9% (1996)

secondaire

17,6% (1996)

Taux d'urbanisation

44% (1996)

L'économie sénégalaise subit des handicaps similaires, dans une large mesure, à ceux des autres pays de la région sahélienne: ressources naturelles limitées, terres agricoles détériorées à cause des conditions climatiques, augmentation rapide de la population et forte dépendance des aides extérieures. Le commerce extérieur est particulièrement dépendant des exportations de produits de la pêche, de l'arachide et des phosphates. Après une forte dégradation de la situation économique au début des années 1990, une récupération s'est produite à partir de 1994 en ce qui concerne le taux de croissance et l'équilibre des finances publiques. Cette récupération a été possible dans le cadre d'un programme économique adopté en collaboration avec les institutions de Bretton Woods et soutenu par des ESAF du FMI.

Le Programme Indicatif National 7ème FED a porté sur € 125,7 millions. Deux domaines de concentration de l'aide ont été retenus: les transports(routes), pour un total de € 70 millions (dont 10 millions sur la facilité d'ajustement structurel) et le développement de la région de St. Louis (22,5 millions destinés à des actions dans la santé, l'hydraulique villageoise, le crédit aux PME, l'assainissement dans certains quartiers urbains et la gestion des ressources naturelles), continuant à cet effet les actions initiées dans le département de Podor dans le cadre du Programme 6ème FED.

Une dotation globale de € 60,6 millions a été allouée au Sénégal au titre de l'appui à l'ajustement structurel entre 1992 et 1998; ces fonds ont été destinés, de façon prioritaire, au financement des dépenses budgétaires dans le secteur de la santé et l'entretien des infrastructures publiques (routes, aménagements hydro-agricoles).

Le Sénégal a aussi bénéficié de transferts STABEX (secteur arachide) au titre des exercices 1992 (€ 9,2 millions), 1993 (€ 15,1 millions), 1994 (€ 5,5 millions), 1995 (€ 3 millions) et 1996 (€ 7 millions) et 1997 (€ 12,3 millions). La plupart de ces ressources sont affectées à la restructuration et la relance de la filière arachide dans le cadre de la libéralisation. Un programme SYSMIN (€ 25,5 millions) est aussi en cours d'exécution dans le secteur des phosphates.

D'autres actions significatives sur le Programme 7ème FED sont réalisées notamment dans la promotion sociale et économique à niveau local (microréalisations, travaux de génération d'emploi urbain, crédit PME...), l'assistance aux populations souffrant les conséquences de conflits (déplacés en Casamance), la lutte contre le SIDA, l'appui à la pêche artisanale dans la région de Ziguinchor et la promotion du tourisme.

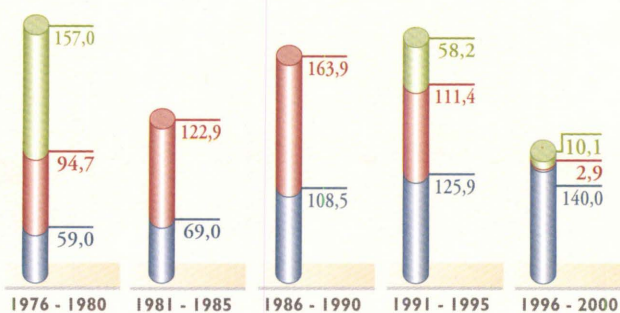
La Banque Européenne d'Investissement (BEI) a également fourni une aide importante au pays. Au titre de Lomé IV(7ème FED), la BEI a déjà engagé € 33 millions, notamment dans l'extension du réseau de télécommunications et dans la modernisation des infrastructures d'approvisionnement en eau de Dakar.

Le Programme Indicatif National sur le 8ème FED dispose d'un montant prévisionnel de € 140 (et € 35 millions de la BEI), destiné principalement au secteur de la santé, à la réhabilitation et entretien du réseau routier, à la relance agricole et aux actions de développement local urbain ou rural.

FED + budget

dotations en millions €
allocations in € million

-  budget
-  autres fed + bei
others fed + eib
-  pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



-  environnement
environment
-  développement rural/pêche
rural development/fishing
-  transport et communications
transport and communications
-  développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
-  secteurs sociaux
social sectors
-  ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
-  autres
others



Sénégal

S

Economic indicators

GNP per capita	€ 441 (1996)
European imports from...	€ 347 210 170 (1997)
Fish	42%
European Exports to...	€ 880 680 600 (1997)
Debt service / exports	18.7% (1995)

Social indicators

Population growth rate	2.7% (1995-96)
Primary schooling rate	58.9% (1996)
Secondary schooling rate	17.6% (1996)
Urbanisation rate	44% (1996)

The Senegalese economy suffers from disabilities similar to those of other countries of the Sahelian region: limited natural resources, arable land deteriorated due to the weather, rapid increase in the population and strong dependence on external aid. Foreign trade is particularly dependent on fishing, groundnut and phosphate product exports. After a marked deterioration of the economic situation at the beginning of the 1990s, recovery occurred as from 1994 with regard to the growth rate and the balance of public finance. This recovery was possible under an economic programme adopted in collaboration with institutions of Bretton Woods and supported by an ESAF of the IMF.

The 7th EDF National Indicative Programme amounts to € 125.7 million. Aid is concentrated on two areas: transport (roads), for a total of € 70 million (including € 10 million on the structural adjustment facility) and the development of the St. Louis region (€ 22.5 million for actions in health, village hydraulics, loans to SMEs, cleaning up in certain urban districts and the management of natural resources), and continuing the actions initiated in the Podor department under the 6th EDF Programme.

An overall appropriation of € 60.6 million was allocated to Senegal under support for the structural adjustment between 1992 and 1998; these funds were intended, as a matter of priority, for the financing of budgetary expenditure in the health sector and the maintenance of public infrastructures (roads, hydro-agricultural installations).

Senegal also benefited from Stabex transfers (groundnut sector) for the following financial years: 1992 (€ 9.2 million), 1993 (€ 15.1 million), 1994 (€ 5.5 million), 1995 (€ 3 million) and 1996 (€ 7 million) and 1997 (€ 12.3 million). The majority of these resources are assigned to the restructuring and setting up of the groundnut industries within the framework of liberalisation. A Sysmin programme (€ 25.5 million) is also being carried out in the phosphates sector.

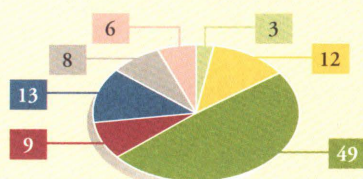
Other significant actions of the 7th EDF Programme are carried out in particular in social and economic promotion at local level (microprojects, urban job creation, SME credit etc.), assistance for the people suffering from the consequences of conflicts (displaced people in Casamance), the fight against AIDS, support for small-scale fishing in the region of Ziguinchor and the promotion of tourism.

The European Investment Bank (EIB) also provided important aid for the country. Under Lomé IV (7th EDF), the EIB has already invested € 33 million, in particular in the extension of the telecommunications network and the modernisation of Dakar water supply infrastructures.

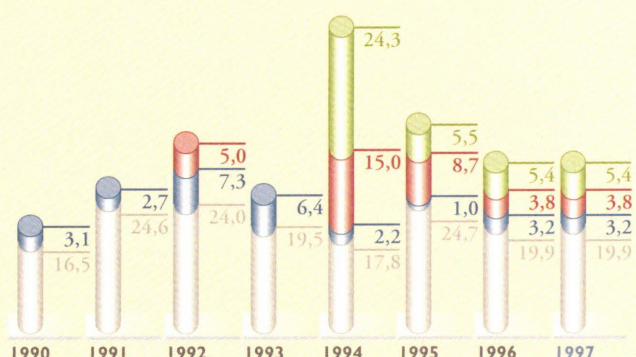
The National Indicative Programme of the 8th EDF has an estimated amount of € 140 (and € 35 million of the EIB), intended mainly for the health sector, rehabilitation and maintenance of the road network, agricultural revival and urban or rural local development actions

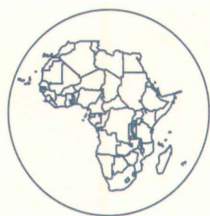
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Seychelles

OCEAN INDIEN

INDIAN OCEAN

450

74 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
€ 5 481 (1996)

Importations européennes
en provenance de...
€ 68 321 360 (1997)

Poissons 83%

Exportations européennes
vers...
€ 97 172 810 (1997)

Service de la dette /
exportations
na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,7% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
na/nd (1996)

secondaire
na/nd (1996)

Taux d'urbanisation
na/nd (1996)

Le Programme Indicatif National du 8ème FED, signé en février 1997, est doté d'une enveloppe financière de € 5,5 millions. Les secteurs de concentration de ce programme sont la protection de l'environnement (80%) ainsi que le développement du secteur privé (20 %).

En supplément au FED, les Seychelles ont bénéficié d'autres instruments communautaires notamment dans le domaine de la pêche, où un nouvel Accord de pêche a été négocié en 1998 pour une période de 3 ans (montant total: € 10,1 millions).

Le projet «Réhabilitation du marché de Victoria» étant approuvé, le 7ème FED est maintenant entièrement engagé. En ce qui concerne le 8ème FED, l'exécution est très avancée avec un taux d'engagement de 75% fin 1998.

Le projet «Anse Royale landfill» (€ 2,7 millions) est en pleine exécution. Ce projet vise à établir une décharge contrôlée pour des déchets solides de Mahé et représente un élément clé dans la stratégie nationale de l'environnement.

Le projet «Réhabilitation de l'usine de traitement d'eau potable à Nio!» (€ 1,4 million) a été approuvé en 1998. Ce projet vise à améliorer les conditions de vie pour la population de la région du nord de Mahé en assurant une adduction d'eau sûre et fiable. Ce projet est actuellement en exécution.

Deux projets sont actuellement en instruction:

- Programme d'appui aux PME (€ 0,7 million)
- Formation dans le secteur du tourisme (€ 0,3 million).

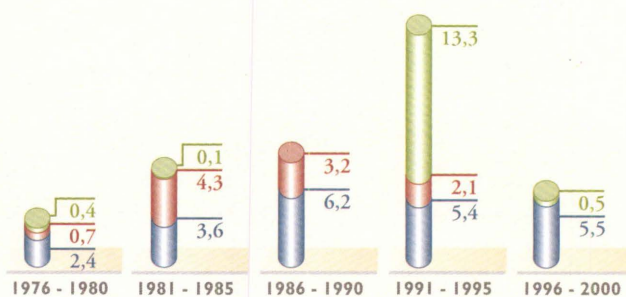
FED + budget

dotations en millions €
allocations in € million

budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (enveloppe for 5 years)



environnement
environment

développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's

autres
others



Sierra Leone

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 71 740

4 740 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
€ 158 (1996)

Importations européennes
en provenance de...
€ 142 633 220 (1997)

Diamants 70%

Exportations européennes
vers...
€ 97 427 380 (1997)

Service de la dette /
exportations
60,3% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,7% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
47,8% (1996)

secondaire
12,9% (1996)

Taux d'urbanisation
34% (1996)

En février 1998, la junte AFRC/RUF (le Conseil révolutionnaire de forces armées/le front uni révolutionnaire) a été chassée de la capitale Freetown par les forces ECOMOG et le gouvernement démocratiquement élu du président Kabbah a été rétabli en mars 1998. Les forces ECOMOG ont réussi par la suite à reprendre de la plupart des principales villes dans le reste du pays, mais une grande zone à l'extrême est du pays et des poches dans le nord-est et le nord-ouest sont restées sous le contrôle des rebelles. Certains membres de la junte AFRC/RUF qui se sont rendus ou ont été capturés par ECOMOG, ont été soumis aux procès civils et militaires et condamnés à mort. Seize d'entre eux ont été exécutés. En même temps des tentatives ont été faites pour résoudre le conflit par une approche dite «à deux pistes», c'est-à-dire militaire et diplomatique.

Les sources traditionnelles de recettes d'exportation: les diamants, le rutile, la bauxite, le café et le cacao ont été perdus. L'aide des donateurs a été de facto suspendue à la fin de l'année après l'évacuation du personnel des organisations internationales et de la fermeture des missions. L'état de droit s'est complètement effondrée et les droits de l'homme sont violés à une grande échelle dans les zones tenues par les rebelles.

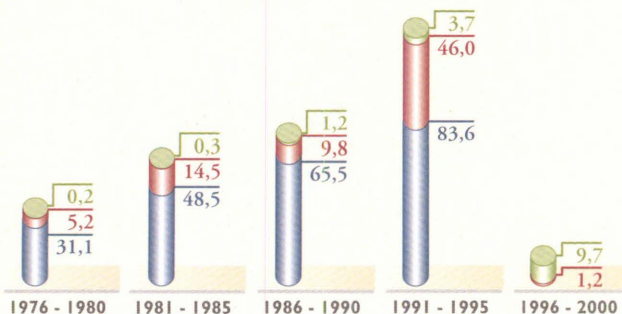
La coopération CE-Sierra Leone a commencé en 1975 dans le cadre de la première Convention de Lomé. L'aide européenne a été initialement concentrée dans le secteur routier et le développement rural. Ces secteurs demeurent importants, bien que les fonds substantiels aient été fournis depuis pour le secteur des télécommunications, et plus récemment au secteur de l'électricité. Sous Lomé IV (€ 77 millions pour le 7ème programme indicatif national du FED), les projets orientés vers le développement rural (appui au secteur agricole, approvisionnement en eau et microprojets ruraux) ont été lancés et en partie suspendus en raison de l'insécurité. Le premier programme d'aide à l'ajustement structurel (€ 8 million du PIN ET € 12 million de la facilité d'ajustement structurel) a été mis en œuvre. En outre, les fonds de capitaux à risques de la Banque européenne d'investissement (€ 8 million) ont été attribués à un programme de réadaptation d'électricité cofinancé par la Banque Mondiale, le Japon et certains États membres de l'Union européenne. Une aide significative a été également fournie par la facilité de STABEX (plus de € 10 million sous Lomé IV) et par ECHO sous forme d'aide humanitaire. Un programme de réhabilitation (€ 9 million) a été lancé après le retour du gouvernement constitutionnel.

Le 8ème programme indicatif national du FED a été signé en novembre 1998, s'élevant à un total de € 111,5 million. Trois domaines prioritaires de l'aide ont été identifiées dans le cadre de ce programme: 1) Réforme du secteur public, bonne gestion des affaires publiques, démocratisation et droits de l'homme, 2) réhabilitation et développement des secteurs sociaux avec un accent sur le secteur de la santé, et 3) l'infrastructure, avec un accent particulier sur l'entretien et la construction de routes.

FED + budget

dotations en millions €
allocations in € million

- budget
- autres fed + bei
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- environnement
environment
- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- secteurs sociaux
social sectors
- ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
- autres
others



Sierra Leone

S

Economic indicators

GNP per capita
€ 158 (1996)

European imports from...
€ 142 633 220
(1997)

Diamonds 70%

European Exports to...
€ 97 427 380
(1997)

Debt service / exports
60.3% (1995)

Social indicators

Population growth rate
2.7% (1995-96)

Primary schooling rate
47.8% (1996)

Secondary schooling rate
12.9% (1996)

Urbanisation rate
34% (1996)

In February 1998 the AFRC/RUF junta (Armed Forces Revolutionary Council / Revolutionary United Front) was driven out of the capital Freetown by ECOMOG forces and the democratically elected Government of President Kabbah was reinstated in March 1998. The ECOMOG forces subsequently succeeded in re-capturing most of the major towns in the rest of the country, but a large area in the extreme east of the country and pockets in the north-east and north-west remained under rebel control. Some members of the AFRC/RUF junta who surrendered to or were captured by ECOMOG, were subjected to civilian and military trials and sentenced to death. Sixteen of them were executed. At the same time attempts were made to solve the conflict through a so called dual-track approach, i.e. military and diplomatic.

The traditional sources of export earnings: diamonds, rutile, bauxite, coffee and cocoa were lost. Donor support was de facto suspended by the end of the year after the evacuation of staff of international organisations and closure of missions. The rule of law has completely collapsed and human rights are being violated on a large scale in rebel held areas.

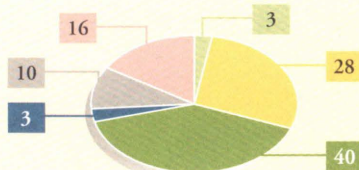
EC-Sierra Leone cooperation began in 1975 under the first Lomé Convention. European support was initially concentrated in the rural development and road sectors. These areas continued to be the main focus, although substantial funds have since been provided for the telecommunications sector; and more recently for the electricity sector.

Under Lomé IV (€ 77 million for the 7th EDF National Indicative Programme), projects oriented towards rural development (agricultural sector support, rural water supply and micro-projects) were started and partly suspended due to the insecure environment. The first structural adjustment support programme (€ 8 million from the NIP and € 12 million from the Structural Adjustment Facility) was implemented. In addition, risk capital funds from the European Investment Bank (€ 8 million) were allocated to an electricity rehabilitation programme co-financed by the World Bank, Japan and certain Member States of the European Union. Significant support has also been provided from the Stabex facility (over € 10 million under Lomé IV) and from ECHO in the form of humanitarian aid. A € 9 million Resettlement and Rehabilitation programme was re-launched after the return of the constitutional government.

The 8th EDF National Indicative Programme was signed in November 1998, amounting to a total of € 111.5 million. The following three focal areas of support have been identified under this programme: 1) Public sector reform, good governance, democratisation and human rights, 2) Rehabilitation and development of social sectors with an emphasis on the health sector, and 3) Infrastructure, with a major road maintenance and construction component.

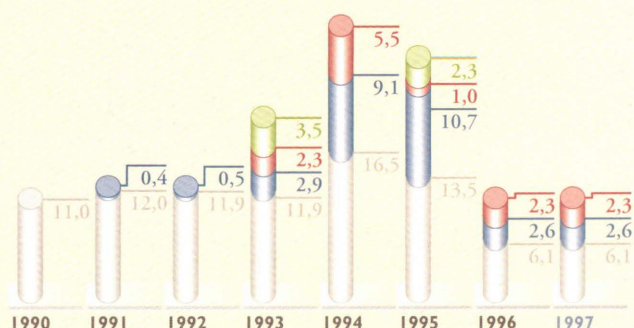
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Solomon Islands

PACIFIQUE

PACIFIC

28 900

378 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
€ 756 (1996)

Importations européennes
en provenance de...
€ 31 872 780 (1997)

Poissons 61%

Exportations européennes
vers...
€ 2 907 810 (1997)

Service de la dette /
exportations
na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,9% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
na/nd (1996)

secondaire
na/nd (1996)

Taux d'urbanisation
na/nd (1996)

Dans le cadre de l'aide communautaire aux Îles Salomon, la priorité a été accordée au secteur rural, à l'appui de l'engagement du gouvernement actuel au respect des principes de bonne gestion des affaires publiques, de l'amélioration des services socio-économiques et du développement économique durable. La Commission entre également dans un dialogue sur l'exercice d'ajustement structurel entrepris par le gouvernement.

En 1998, les projets importants mis en œuvre dans le cadre du 7ème FED étaient le programme rural d'infrastructure dans la province de Malaita, le projet rural de pêche, le projet rural de centres de formation et la préparation du recensement national de 1999. Parmi ces projets, le premier, qui a souffert du gel de facto de notre coopération sur la période 1995-1997, s'est accéléré sensiblement. Les deux suivants ont été achevés de façon satisfaisante et le projet de recensement a été commencé. A la fin de 1998, le projet d'aide au bureau de l'Ordonnateur National a été lancée. Cela devrait faciliter la préparation et la mise en œuvre des projets. Il faut mentionner qu'après la signature du protocole d'accord de novembre 1997, rétablissant la coopération avec les Îles Salomon, le rythme de la mise en œuvre du projet s'est progressivement accéléré. Le volume d'engagements dans le cadre du 6ème FED est resté à 90 % en 1998 avec un niveau de décaissements en légère augmentation pour atteindre 95 %. Les engagements dans le cadre du 7ème FED ont toutefois augmenté de 8 % sur 1998 pour atteindre 89%, avec une augmentation des décaissements qui passent de 33 à 49 %. En dehors des PIN, la coopération a continué par les apports du STABEX dont les fonds de contrepartie sont utilisés principalement pour le programme de soutien aux agriculteurs. Dans l'ensemble, il apparaît que les programmes et les projets correspondent bien aux besoins réels des groupes cibles et que la mise en œuvre se fait sans difficultés insurmontables.

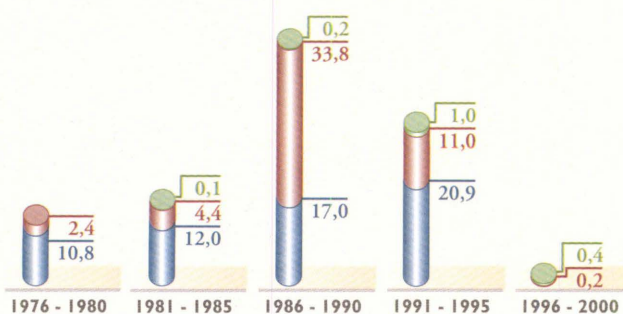
En 1998, le document de stratégie concernant Lomé IV bis a été finalisé et les discussions sur le Programme Indicatif National ont commencé tard dans l'année. L'enveloppe financière s'élève à € 19 millions et le domaine de concentration sera le développement rural suivant le modèle du Programme Indicatif National précédent. Concernant les financements sur le solde du 7ème FED, deux projets ont été formulés à savoir la phase III de pêche rurale et la reconstruction du bâtiment du Ministère des Finances. L'intervention dans le cadre de la facilité d'ajustement structurel a été préparée à la fin de 1998. A cette fin, environ € 4 millions seront mis à disposition.

Dans le cadre de Lomé IV, la BEI a mis à disposition une ligne de crédit de € 2 millions au profit de la Banque de Développement des Îles Salomon pour accorder des prêts aux petites et moyennes entreprises.

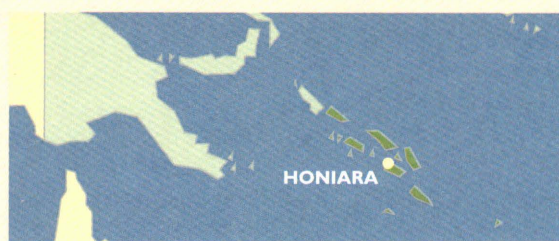
FED + budget

dotations en millions €
allocations in € million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (enveloppe for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing
secteurs sociaux
social sectors
autres
others



Solomon Islands

S

Economic indicators

GNP per capita	€ 756 (1996)
European imports from...	€ 31 872 780 (1997)
Fish	61%
European Exports to...	€ 2 907 810 (1997)
Debt service / exports	na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate	2.9% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	na/nd (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

Under the Community assistance to Solomon Islands, priority has been given to the Rural Sector in support of the commitment of the present government to the principles of good governance, improved socio-economic services and sustainable economic development. The Commission is also entering into a dialogue on the structural adjustment exercise undertaken by government.

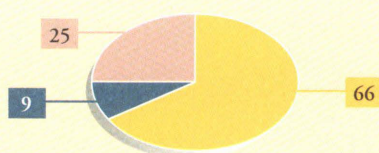
During 1998 major projects implemented under the 7th EDF were the Rural Infrastructure Programme in Malaita Province, the Rural fisheries Project, the Rural Training Centres Project and the preparation for the 1999 National Census. Of these the first project, which has suffered from de-facto freeze of our co-operation during 1995-97, gained substantially momentum. The next two were satisfactorily completed and the census project was started up. Late in 1998 the project Assistance to the NAO's Office was started. This project should facilitate project preparation and implementation. It should be mentioned that after the signature of the Memorandum of Understanding in November 1997, re-establishing the co-operation with the Solomon Islands, the pace of project implementation has gradually accelerated. The amount of commitments under the 6th EDF remained at 90% during 1998 with disbursements increasing slightly to 95%. Commitments under the 7th EDF, however, increased by 8% over 1998 to 89%, with a 33% increase in disbursement to 49%. Outside the NIPs, co-operation continued under the STABEX allocations, of which the counterpart funds are utilised primarily for the Farmers Support Programme. On the whole, it would appear that the programmes and projects correspond well to the actual needs of the target groups and that implementation takes place without insurmountable difficulties.

During 1998, the Strategy Paper concerning Lome IV bis was finalised and discussions on the National Indicative Programme started late in the year. The financial envelope amounts to € 19 million and the focal sector will be Rural Development, following the pattern of the previous National Indicative Programme. For funding from the remainder of the 7th EDF, two projects were formulated viz. Rural Fisheries phase III and the reconstruction of the Ministry of Finance building. Preparations were made late in 1998 for an intervention under the Structural Adjustment Facility. For this approximately € 4 million will be made available.

Under Lome IV the EIB made available a € 2 million Line of Credit to the Development Bank of the Solomon Islands for on lending to small and medium enterprises.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

